

Annexe lot 2 DAB :

Extrait des concessions chapitre article assurance

Concession Parking

41.2.2 Assurances de dommage

La Société souscrira une police d'assurance couvrant les dommages causés par incendie, risque de voisinage, dégâts des eaux dus à l'ouvrage, explosions, vandalisme et tous les autres dégâts habituellement assurés, pouvant survenir tant au parc lui-même qu'aux équipements et installations. Le contrat garantira les pertes d'exploitation et/ou pertes de recette.

En cas de travaux réalisés en infrastructure, à l'intérieur ou en superstructure du parc, la perte d'exploitation et/ou perte de recette pouvant en résulter sera négociée directement par la Société avec la ou les compagnies d'assurances concernées; la Société et ses assureurs renoncent à engager des recours envers l'Etablissement public et ses assureurs.

Les véhicules garés dans le parc devront être garantis par la Société contre les dommages causés par l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions et autres dégâts, à charge pour les compagnies d'assurances de se retourner contre les tiers qui seraient éventuellement à l'origine du sinistre.

41.2.3 Dispositions communes

Il est précisé que le concessionnaire et les compagnies d'assurances du concessionnaire renoncent à tous recours contre l'Etat, l'Etablissement public et ses assureurs.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement de primes de la part de la Société qu'un mois après la notification à l'Etablissement public de ce défaut de paiement. L'Etablissement public aura la faculté de se substituer à la Société défaillante pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état des biens endommagés. A ce titre, les indemnités seront réglées à la Société, qui devra effectuer les travaux de remise en état. Ces travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre et au plus tard dans les soixante jours.

En cas de sinistre total de l'ouvrage rendant nécessaire sa reconstruction, les indemnités seront versées à l'Etablissement public, à l'exception de la partie afférente aux pertes d'exploitation et aux biens propres de la Société.

Les polices d'assurance exigées par l'Etablissement public ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum. Elles ne limitent en rien les responsabilités du concessionnaire qui garde seul la responsabilité du choix de ses propres garanties.

Concession librairie

15.2. Assurance de dommages

Le Concessionnaire souscrira une police d'assurance multirisques couvrant les dommages causés par incendie, risque de voisinage, dégâts des eaux dus à l'ouvrage, explosions, vandalisme, vol et tous les autres dégâts habituellement assurés, pouvant survenir à la librairie-boutique et dans les comptoirs de vente, ainsi qu'aux équipements et installations, aux marchandises. Le contrat garantira les pertes d'exploitation et/ou pertes de recette.

En cas de travaux réalisés dans les espaces concédés, la perte d'exploitation et/ou perte de recette pouvant en résulter sera négociée directement par le concessionnaire avec la ou les compagnies d'assurances concernées.

La police d'assurance « perte d'exploitation » couvrira entre autres sans franchise les redevances dues au musée du quai Branly – Jacques Chirac.

15.3. Dispositions communes

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il est précisé que le Concessionnaire et les compagnies d'assurances du Concessionnaire renoncent à tous recours contre l'Etat, le concédant et ses assureurs. Les compagnies d'assurances auront communication des termes du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement de primes de la part du Concessionnaire qu'un mois après la notification au musée du quai Branly – Jacques Chirac de ce défaut de paiement. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état des biens endommagés. A ce titre, les indemnités seront réglées, qui devra effectuer les travaux de remise en état. Ces travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre et au plus tard dans les soixante jours.

En cas de sinistre total de l'ouvrage rendant nécessaire sa reconstruction, les indemnités seront versées au musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le Concessionnaire est tenu d'informer immédiatement le musée du quai Branly – Jacques Chirac de tout accident, sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les lieux occupés, ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il n'en résulte aucun dégât apparent. Il devra faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier sans délai auprès du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Il devra en outre confirmer par écrit dans les 24 heures la relation de l'accident, du sinistre ou de la dégradation.

Les polices d'assurance exigées par le musée du quai Branly – Jacques Chirac ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum. Elles ne limitent en rien les responsabilités du Concessionnaire.

Les contrats d'assurance et leurs avenants dûment signés devront être communiqués au musée du quai Branly – Jacques Chirac dans un délai de un (1) mois à compter de la signature du contrat, étant précisé que la ou les compagnies d'assurances devront avoir communication du projet de contrat pour en prendre pleinement connaissance avant de rédiger en conséquence leurs garanties. Ces contrats et leurs avenants devront être accompagnés d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une ampliation certifiée du texte du présent contrat.

L'établissement public pourra en outre, à toute époque, exiger du concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'établissement public pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Concession Restaurant

30.2.2 Assurances de dommage

L'Etablissement public déclare être assuré, ou être son propre assureur, pour tous les dommages matériels ou immatériels causés aux biens mobiliers ou immobiliers dont il a la propriété ou la jouissance, par l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, la tempête, la foudre et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans les locaux concédés. L'Etablissement public et ses assureurs éventuels renoncent à tous recours contre le Concessionnaire ainsi que son assureur pour tous les dommages et dégâts évoqués ci-dessus, atteignant les locaux, installations, équipements et matériels non confiés au Concessionnaire, pouvant trouver leur cause dans les locaux concédés.

Le Concessionnaire souscrira une police d'assurance couvrant les dommages causés par incendie, risque de voisinage, dégâts des eaux dus à l'ouvrage, explosions, vandalisme et tous les autres dégâts habituellement assurés, pouvant survenir tant au parc lui-même qu'aux équipements et installations. Le contrat garantira les pertes d'exploitation et/ou pertes de recette.

En cas de travaux réalisés en infrastructure, à l'intérieur ou en superstructure du parc, la perte d'exploitation et/ou perte de recette pouvant en résulter sera négociée directement par le Concessionnaire avec la ou les compagnies d'assurances concernées; le Concessionnaire et ses assureurs renoncent à engager des recours envers l'Etablissement public et ses assureurs.

Les véhicules garés dans le parc devront être garantis par le Concessionnaire contre les dommages causés par l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions et autres dégâts, à charge pour les compagnies d'assurances de se retourner contre les tiers qui seraient éventuellement à l'origine du sinistre.

30.2.3 Dispositions communes

il est précisé que le concessionnaire et les compagnies d'assurances du concessionnaire renoncent à tous recours contre l'Etat, l'Etablissement public et ses assureurs.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement de primes de la part du Concessionnaire qu'un mois après la notification à l'Etablissement public de ce défaut de paiement. L'Etablissement public aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état des biens endommagés. A ce titre, les indemnités seront réglées au Concessionnaire, qui devra effectuer les travaux de remise en état. Ces travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre et au plus tard dans les soixante jours.

. En cas de sinistre total de *ouvrage rendant nécessaire sa reconstruction, les indemnités seront versées au Concessionnaire.

Les polices d'assurance exigées par l'Etablissement public ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum. Elles ne limitent en rien les responsabilités du concessionnaire qui garde seul la responsabilité du choix de ses propres garanties.

